



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

## Dégradations du parc immobilier et des matériels de police et de gendarmerie

Question écrite n° 23521

### Texte de la question

Mme Marie-France Lorho interroge M. le ministre de l'intérieur sur les dégradations du parc immobilier et des matériels de police et de gendarmerie. Selon un récent rapport de deux parlementaires, sur les 13 700 personnels de police et de gendarmerie interrogés, près de 70 % d'entre eux n'étaient pas satisfaits de leurs conditions de travail. Dénonçant des moyens matériels qui « n'ont cessé de se dégrader au point de porter atteinte à l'exercice de leurs missions », ils soulignent également un parc immobilier encourageant le risque « de dégradation de leur moral et d'aggravation des risques psycho-sociaux liés à leur métier ». En ce qui concerne la question immobilière, les données recueillies indiquent que 22 % des immeubles des services de la direction générale de la police nationale sont vétustes, contre 28 % pour la préfecture de police. La gendarmerie compte un parc domanial dont 80 % a plus de 25 ans et 23 % a plus de 50 ans. En ce qui concerne la question des matériels : l'âge moyen des véhicules blindés à roues de gendarmerie est de 45 ans en moyenne. Malgré la commande de 3 077 véhicules en 2017, le parc est vieillissant et présente d'importants risques pour l'avenir. Elle l'interroge sur les dispositions qu'il compte prendre pour rénover le parc immobilier et les matériels des services de police et de gendarmerie.

### Texte de la réponse

Le parc immobilier des forces de l'ordre a subi plusieurs années d'attrition de ressources, qui ont provoqué sa dégradation. C'est pourquoi, en 2017, le Gouvernement a décidé de lancer un nouveau plan triennal (2018-2020) avec un effort budgétaire conséquent de 300 M€ par an. Pour la gendarmerie nationale, ce plan prévoit une dotation annuelle de l'ordre de 100 M€, permettant non seulement de financer 47 opérations significatives, mais également de consacrer 15 M€ à la sécurisation des casernes. Pour la police nationale, ce plan prévoit une dotation annuelle de l'ordre de 200 M€ (en investissement et en fonctionnement) dont 125 M€ dédiés en 2020 à l'investissement et à la maintenance lourde et permet le financement de 29 opérations nouvelles : 17 constructions neuves et 12 réhabilitations lourdes. Le montant des enveloppes de maintenance dites "thématiques" (stands de tir, laboratoires de police technique et scientifique, cantonnements de compagnies républicaines de sécurité, etc.) s'élève en 2020 à 48,9 M€ contre 15 M€ en 2015. Le plan "poignées de portes" consacre en sus, en 2020, plus de 26 M€ à des travaux de rénovation de maintenance (peinture, isolation, mobilier, etc.) pour la gendarmerie et la police nationales. Par ailleurs, en 2020, le plan de relance du Gouvernement pour soutenir l'économie française fragilisée par la crise sanitaire que nous vivons, prévoit un budget exceptionnel pour la rénovation du parc immobilier de l'Etat afin de pouvoir rénover les emprises les plus vétustes. Le ministère de l'intérieur s'inscrit pleinement dans cet appel à projets de "France Relance", en présentant plus de 1 500 opérations d'investissement représentant 1,63 Mds€ de demandes de financement. Les véhicules sont un élément essentiel du travail de terrain des forces de l'ordre. Depuis 2018, plus de 5 000 véhicules neufs sont livrés chaque année à la police et à la gendarmerie nationales, soit 1 000 véhicules par an de plus que ce qui avait été réalisé en moyenne de 2012 à 2017. Les efforts budgétaires du Gouvernement ont permis de faire baisser sensiblement l'âge moyen du parc. Après plusieurs années de hausse, cette politique volontariste d'acquisition a permis de le faire descendre à 7,3 ans actuellement contre 8,2 ans en 2017. En

2020, ce sont plus de 7 900 véhicules qui auront été achetés, dont 2 750 véhicules totalement électriques (1 500 vélos et 1 250 voitures) et 171 véhicules lourds et blindés de maintien de l'ordre. L'année 2021 sera marquée par ce même effort sur le parc automobile des forces de l'ordre qui devrait permettre d'ici fin 2021, son renouvellement au quart de sa flotte.

## Données clés

**Auteur :** [Mme Marie-France Lorho](#)

**Circonscription :** Vaucluse (4<sup>e</sup> circonscription) - Non inscrit

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 23521

**Rubrique :** Police

**Ministère interrogé :** [Intérieur](#)

**Ministère attributaire :** [Intérieur](#)

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [8 octobre 2019](#), page 8530

**Réponse publiée au JO le :** [17 novembre 2020](#), page 8212